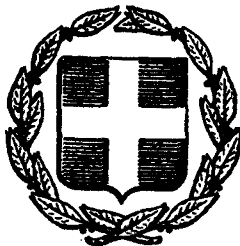



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ, 14 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1981 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 9


## ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

**ΝΟΜΟΙ**


1118. Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Ἀθήνας τὴν 14ην Φεβρουαρίου 1979 ὑπογραφείσης μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἐπαναστατικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γουϊνέας, συμφωνίας συνεργασίας ἐπὶ θεμάτων θαλασσίας ἁλιείας μετὰ τοῦ συνημμένου εἰς αὐτὴν παραρτήματος καὶ τῆς ἀπὸ 14.2.1979 ἐπιστολῆς. ... ... ... ... ... 1

1121. Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Ἀθήνας ὑπογραφείσης τὴν 10ην Αὐγούστου 1978 μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων καὶ τοῦ προσθέτου πρωτοκόλλου αὐτῆς. ... ... ... ... ... ... 2


## ΝΟΜΟΙ

(1)

### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1118

*Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Ἀθήνας τὴν 14ην Φεβρουαρίου 1979 ὑπογραφείσης μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἐπαναστατικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γουϊνέας, συμφωνίας συνεργασίας ἐπὶ θεμάτων θαλασσίας ἁλιείας μετὰ τοῦ συνημμένου εἰς αὐτὴν παραρτήματος καὶ τῆς ἀπὸ 14.2.1979 ἐπιστολῆς.*

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφιζόμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν:

Ἄρθρον Πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Ἀθήνας τὴν 14ην Φεβρουαρίου 1979 ὑπογραφεῖσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἐπαναστατικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας, συμφωνία συνεργασίας ἐπὶ θεμάτων Θαλασσίας Ἁλιείας καὶ τὸ συνημμένον εἰς αὐτὴν Παράρτημα καὶ ἡ ἀπὸ 14.2.1979 ἐπιστολὴ τῶν ὁποίων τὰ κείμενα εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς ἀκολούθως :

ACCORD

de cooperation en matière de pêche maritime entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire Révolutionnaire de Guinée.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée, désireux de promouvoir leur coopération en matière de pêche maritime et se référant à l' article 4 de l' Accord de Coopération Economique, Scientifique, Culturelle et Technique, signé à Conakry le 26 Octobre 1978, et au Protocole de l' Accord de Coopération en matière de Pêche Maritime entre les deux Gouvernements, signé à Conakry le 26 Octobre 1978, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Le Gouvernement de la République Hellénique, accédant au désir du Gouvernement de la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée, assurera par l' intermédiaire des organismes Helléniques compétents une assistance économique et technique à la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée dans l' exploitation rationelle des ressources halieutiques de ses eaux territoriales.

Article 2

L' assistance économique et technique prévue dans l' article 1 du présent accord sera réalisée :

a) Par l' achat de la part du Gouvernement Hellénique pour le compte du Gouvernement Guinéen de cinq (5) chalutiers–congélateurs pour la pêche hauturière au chalut de fond et dont le prix global ne dépasse pas la somme de deux millions cinq cent mille (2.500.000) dollars des Etats Unis. Les caractéristiques techniques des unités susmentionnées sont indiqués dans l' annexe au présent Accord.

b) Par la mise à la disposition du Gouvernement Guinéen d' une somme globale d' une million six cent mille (1.600.000) dollars E.U., destinée à couvrir une partie des frais de fonctionnement des chalutiers et

les frais de l' assistance technique. Le nombre et les qualifications des techniciens Grecs sont indiqués dans l' annexe au présent Accord. La somme indiquée ci-dessus sera repartie en cinq (5) tranches égales. A chaque livraison au Gouvernement Guinéen d' un chalutier congélateur, une tranche de ladite somme sera versée à la Banque Guinéenne du Commerce Extérieur pour le compte du Ministère des Aménagements, Pêche et Elevage.

Article 3

Dans un délai maximum de deux mois à compter de l' entrée en vigueur du présent Accord, des propositions concrètes doivent être faites à la Guinée par la Partie Hellénique concernant l' achat des chalutiers congélateurs. L' achat desdits chalutiers ne sera effectué qu' après consentement écrit du Gouvernement Guinéen, qui, passé le délai ci-dessus, pourra se procurer les chalutiers nécessaires sur le marché international.

Article 4

La somme de quatre millions cent mille (4.100.000) dollars E.U. destinée à l' achat des chalutiers, aux frais de fonctionnement et à l' assistance technique sera remboursée au Gouvernement Hellénique par l' octroi de la part de la Guinée au Gouvernement Hellénique de licences de pêche pour des chalutiers congélateurs grecs, équipés de chalut de fond et ne jaugeant pas plus de 1000 tonneaux par unité.

La valeur des licences ci-dessus sera calculée uniquement sur la base de 150 dollars E.U. par tonneau de jauge brute et par an jusqu' à concurrence de la somme indiquée ci-dessus de 4.100.000 dollars E.U. Le nombre des licences délivrées annuellement ne doit pas excéder les dix mille (10.000) tonneaux de jauge brûte.

En cas de défaillance d' un chalutier bénéficiaire d' une licence de pêche, ceci peut être remplacé par un autre. Selon la jauge du nouveau chalutier des ajustements de la valeur de la licence seront effectués.

Article 5

p Le Gouvernement Guinéen commencera à délivre tes licences de pêche au Gouvernement Hellénique our des chalutiers Grecs à partir de la date de livraison du premier des cinq chalutiers prévus dans l' article 2.

Article 6

Les chalutiers Grecs opérant dans les eaux territoriales Guinéennes dans le cadre du présent Accord, doivent respecter strictement la réglementation en vigueur, s' acquitter de toutes les taxes portuaires et embaucher des marins Guinéens dans la proportion de 25 % de leurs équipages.

Les salaires et les charges sur les salaires des marins Guinéens sont à la charge de l' armateur.

Les marins Guinéens employés à bord des chalutiers Grecs ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les marins Grecs. Le salaire et les charges sur les salaires des marins Guinéens sont fixés par le Code de Travail Guinéen.

Article 7

Une Commission Mixte composée de quatre membres deux de chaque partie contractante, sera formée pour veiller à l' application du présent Accord et pour étudier des propositions contrètes visant à renforcer la coopération entre led deux pays dans le domaine de la pêche maritime en général et examiner la création d' une société d' économie mixte de pêche en particulier.

En plus la Commission ci - dessus sera chargée du réglement à l' amiable de tout différend qui pourrait surgir par l' application du présent Accord.

Article 8

Les Autorités de la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée s' engagent à assurer aux chalutiers Grecs, lequels, selon le présent Accord, seront autorisés à pêcher dans les eaux territoriales Guinéens, l' exercice normal et sans entraves de leur activité.

Article 9

Les parties peuvent dénoncer le présent Accord pour cause de Force Majeure avec un préavis de trois mois. Dans ce cas on examinera si la somme disposée par le Gouvernemnt Hellénique pour l' achat des chalutiers pour le compte du Gouvernement Guinéen, plus celle des frais d' exploitation et de l' assistance technique est equivalente à la valeur des licences de pêche octroyées aux chalutiers grecs. La balance eventuelle en faveur d' une ou de l' autre partie doit être réglée à la partie ayant droit en espèces à la fin de la période du préavis ci - dessus.

Article 10

Le présent Accord entre en vigueur après son approbation par les Autorités compétentes des deux pays selon leurs lois respectives, le délai de ladite approbation ne pouvant pas dépasser les trente jours.

Fait à Athènes le 14 février 1979 en deux originaux en langue Française

| Pour le Gouvernement de la République Hellénique | Pour le Gouvernement de la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée |
|---|---|
| STAVROS TATARIDIS | LOUIS HOLIE |
| Secrétaire d' état A L' Agriculture | Ministre des Aménagements pêche et élevage |

ANNEXE

1. Caracteristiques des Chalutiers-Congelateurs

| | |
|---|---|
| Longueur hors-tout | : 30 à 35 m. |
| Largeur | : 7 à 7,5 m. |
| Tirant d'eau | : 3 à 3,5 |
| Puissance moteur principal | : 800 à 1000 CV |
| Age | : neufs ou utilisés * |
| Capacité congélation/24 h. | : 12 à 15 T. |
| Température congélation | : – 40 à – 45° c. |
| Système de pêche | : Pêche arrière (chalut de fond) |

* Dans le cas où les bâteaux seraient déjà utilisés, leur âge ne doit pas excéder 4 ans.

2. Techniciens Grecs Necessaires par Chalutier

| | |
|---|---|
| Capitaine | : 1 |
| Chef mécanicien | : 1 |
| Frigoriste | : 1 |
| Maître de pont | : 1 |
| Chef Electricien | : 1 |

Athènes, le 14 Février 1979

Monsieur le Secrétaire d' Etat,

Me référant à Accord de Coopération en matière de Pêche, signé ce matin à Athènes, j' ai l' honneur de vous faire savoir que cet Accord n' a aucune incidence sur les Accords de pêche maritime déjà conclus par

des armateurs Grecs privés ou leurs Unions avec le Gouvenement Guinéen.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d' Etat, les assurances de ma très haute considération.

LOUIS HOLIE
Ministre des Aménagements
Pêche et Elevage de la
République de Guinée

Monsieur,
Stavros Tataridis,

Secrétaire d' Etat à
l' Agriculture,
ATHENES

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Συνεργασίας ἐπὶ Θεμάτων Θαλασσίας ῾Αλιείας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς ῾Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς ᾽Επαναστατικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας.

῾Η Κυβέρνησις τῆς ῾Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς καὶ ᾽Επαναστατικῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας, ἐπιθυμοῦσαι νὰ προωθήσουν τὴν συνεργασίαν των ἐπὶ θεμάτων θαλασσίας ἁλιείας καὶ ἀναφερόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 4 τῆς Συμφωνίας Οἰκονομικῆς, ᾽Επιστημονικῆς, Πολιτιστικῆς καὶ Τεχνικῆς Συνεργασίας, ὑπογραφείσης ἐν Κονάκρυ τὴν 26ην ᾽Οκτωβρίου 1978, καὶ εἰς τὸ Πρωτόκολλον τῆς Συμφωνίας Συνεργασίας, ἐπὶ θεμάτων Θαλασσίας ῾Αλιείας μεταξὺ τῶν δύο κυβερνήσεων, ὑπογραφὲν ἐν Κονάκρυ τὴν 26ην ᾽Οκτωβρίου 1978, συνεφώνησαν ὅ,τι ἕπεται :

Ἄρθρον 1.

῾Η Κυβέρνησις τῆς ῾Ελληνικῆς Δημοκρατίας, ὑπείκουσα εἰς τὴν ἐπιθυμίαν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς καὶ ᾽Επαναστατικῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας, θὰ ἐξασφαλίσῃ, μέσω τῶν ἁρμοδίων ἑλληνικῶν ὀργανισμῶν, οἰκονομικὴν καὶ τεχνικὴν βοήθειαν πρὸς τὴν Λαϊκὴν καὶ ᾽Επαναστατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουινέας εἰς τὴν ὀρθολογικὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἁλιευτικῶν πόρων τῶν χωρικῶν ὑδάτων της.

Ἄρθρον 2.

῾Η ἐν τῷ ἄρθρῳ 1 τῆς παρούσης συμφωνίας προβλεπομένη οἰκονομικὴ καὶ τεχνικὴ βοήθεια θέλει πραγματοποιηθῇ :

α) διὰ τῆς ὑπὸ τῆς ῾Ελληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γουινέας ἀγορᾶς πέντε (5) μηχανοτρατῶν - ψυγείων διὰ τὴν ἁλιείαν εἰς ἀνοικτὴν θάλασσαν μὲ δίκτυον βυθοῦ συρόμενο καὶ τῶν ὁποίων ἡ συνολικὴ τιμὴ δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὸ ποσὸν τῶν δύο ἑκατομμυρίων πεντακοσίων χιλιάδων δολλαρίων ῾Ηνωμένων Πολιτειῶν ($ 2.500.000). Τὰ τεχνικὰ χαρακτηριστικὰ τῶν ἀνωτέρω μονάδων σκαφῶν δείκνυνται εἰς τὸ παράρτημα τῆς παρούσης συμφωνίας.

β) Διὰ τῆς θέσεως εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γουινέας συνολικοῦ ποσοῦ ἴσου πρὸς ἓν ἑκατομμύριον ἑξακοσίας χιλιάδας δολλαρίων ῾Ηνωμ. Πολιτειῶν ($ 1.600.000) προοριζομένου νὰ καλύψῃ μέρος τῶν ἐξόδων λειτουργίας τῶν μηχανοτρατῶν καὶ τῶν ἐξόδων τεχνικῆς βοηθείας. ῾Ο ἀριθμὸς καὶ τὰ προσόντα τῶν ἑλλήνων τεχνικῶν δείκνυνται εἰς τὸ παράρτημα τῆς παρούσης συμφωνίας. Τὸ ἀνωτέρω ἀναφερόμενον ποσὸν θέλει κατανεμηθῇ εἰς πέντε (5) ἴσας δόσεις. Εἰς ἑκάστην παράδοσιν εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γουινέας μιᾶς μηχανότρατας - ψυγείου θὰ καταβάλλεται μία δόσις τοῦ ρηθέντος ποσοῦ εἰς τὴν Τράπεζαν ᾽Εξωτερικοῦ ᾽Εμπορίου τῆς Γουινέας διὰ λογαριασμὸν τοῦ ῾Υπουργείου Χωροταξίας, ῾Αλιείας καὶ Κτηνοτροφίας.

Ἄρθρον 3.

᾽Εντὸς μεγίστης προθεσμίας δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης συμφωνίας ἐν ἰσχύι, θὰ πρέπει νὰ γίνουν συγκεκριμέναι προτάσεις εἰς τὴν Γουινέαν ἀπὸ ἑλληνικῆς πλευρᾶς σχετικῶς μὲ τὴν ἀγορὰν τῶν μηχανοτρατῶν - ψυγείων. ῾Η ἀγορὰ τῶν ρηθεισῶν μηχανοτρατῶν δὲν θὰ γίνῃ εἰμὴ μετὰ ἔγγραφον συναίνεσιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γουινέας, ἥτις, μετὰ τὴν πάροδον τῆς ἀνωτέρω προθεσμίας, θὰ δύνηται νὰ προμηθευθῇ τὰς ἀναγκαίας μηχανότρατας ἀπὸ τὴν διεθνῆ ἀγοράν.

Ἄρθρον 4.

Τὸ ποσὸν τῶν τεσσάρων ἑκατομμυρίων ἑκατὸν χιλιάδων δολλαρίων ῾Ηνωμένων Πολιτειῶν ($ 4.100.000) διὰ τὴν ἀγορὰν τῶν μηχανοτρατῶν, τὰ ἔξοδα λειτουργίας καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν θὰ ἐπιστραφῇ τρόπον τινὰ εἰς τὴν ῾Ελληνικὴν Κυβέρνησιν ἀπὸ πλευρᾶς τῆς Γουινέας, διὰ τῆς παροχῆς ἀδείας εἰς τὴν ῾Ελληνικὴν Κυβέρνησιν διὰ τὴν ἁλιείαν, ὑπὸ ἑλληνικῶν μηχανοτρατῶν - ψυγείων, ἐξωπλισμένων μὲ δίκτυον (συρόμενον) βυθοῦ, ἐκτοπίσματος μέχρι 1.000 τόννων κατὰ σκάφος τὸ πολύ.

῾Η ἀξία τῶν ἀνωτέρω ἀδειῶν θὰ ὑπολογίζηται ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον ἐπὶ τῇ βάσει τῶν 150 δολλαρίων ῾Ηνωμένων Πολιτειῶν κατὰ κόρον ὁλικῆς χωρητικότητος κατ' ἔτος μέχρις ἐξισώσεως τοῦ ἀνωτέρω ποσοῦ τῶν 4.100.000 δολλαρίων ῾Ηνωμένων Πολιτειῶν. ῾Ο ἀριθμὸς τῶν κατ' ἔτος χορηγηθησομένων ἀδειῶν ἐτησίως δὲν θὰ πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τοὺς δέκα χιλιάδας κόρους (10.000) ὁλικῆς χωρητικότητος.

Εἰς περίπτωσιν ἀδυναμίας δι' ἐργασίαν μιᾶς μηχανότρατας δικαιούχου ἀδείας ἁλιείας, αὕτη θὰ δύνηται νὰ ἀντικαθίσταται διὰ μιᾶς ἄλλης. Θὰ ἐπιφέρωνται δὲ προσαρμογαὶ εἰς τὴν ἀξίαν τῆς ἀδείας ἀναλόγως μὲ τὴν χωρητικότητα τῆς νέας μηχανότρατας.

Ἄρθρον 5.

῾Η Κυβέρνησις τῆς Γουινέας θὰ ἀρχίσῃ νὰ χορηγῇ ἀδείας ἁλιείας εἰς τὴν ῾Ελληνικὴν Κυβέρνησιν δι' ἑλληνικὰς μηχανότρατας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς παραδόσεως τῆς πρώτης τῶν ἐν ἄρθρῳ 2 προβλεπομένων πέντε μηχανοτρατῶν.

Ἄρθρον 6.

Αἱ ἑλληνικαὶ μηχανότραται αἱ ἁλιεύουσαι εἰς τὰ χωρικὰ ὕδατα τῆς Γουινέας εἰς τὰ πλαίσια τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὀφείλουν νὰ σέβωνται ἀπολύτως τοὺς κειμένους κανονισμούς, νὰ καταβάλλουν ὅλα τὰ λιμενικὰ τέλη καὶ νὰ προσλαμβάνουν ναυτικοὺς ὑπηκόους τῆς Γουινέας εἰς ἀναλογίαν 25 % τοῦ πληρώματός των.

Οἱ μισθοὶ καὶ αἱ ἐπὶ τῶν μισθῶν κρατήσεις τῶν ναυτικῶν ὑπηκόων τῆς Γουινέας θὰ βαρύνουν τὸν ἐφοπλιστήν.

Οἱ ἐπὶ τῶν ἑλληνικῶν μηχανοτρατῶν ναυτολογημένοι ὑπήκοοι τῆς Γουινέας ἔχουν τὰ αὐτὰ δικαιώματα καὶ τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις μὲ τοὺς ἕλληνας ναυτικούς. ῾Ο μισθὸς καὶ ἐπὶ τοῦ μισθοῦ κρατήσεις τῶν ναυτικῶν ὑπηκόων τῆς Γουινέας καθορίζονται ἀπὸ τὸν Κώδικα ᾽Εργασίας τῆς Γουινέας.

Ἄρθρον 7.

Θὰ συσταθῇ μία Μικτὴ ᾽Επιτροπή, ἀποτελουμένη ἀπὸ 4 μέλη, δύο ἐξ ἑκάστης τῶν συμβαλλομένων χωρῶν, διὰ νὰ ἐποπτεύῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ διὰ νὰ μελετήσῃ τὰς συγκεκριμένας προτάσεις τὰς σκοπούσας εἰς τὴν ἐνίσχυσιν τῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν εἰς τὸν τομέα τῆς θαλασσίας ἁλιείας ἐν γένει, καὶ νὰ ἐξετάσῃ τὴν σύστασιν μιᾶς μικτῆς οἰκονομικῆς ἑταιρείας ἁλιείας εἰδικώτερον.

Πρὸς τούτοις, ἡ ἀνωτέρω ᾽Επιτροπὴ θὰ εἶναι ἐπιφορτισμένη μὲ τὸν φιλικὸν διακανονισμὸν πάσης διαφορᾶς ἥτις ἤθελεν ἐνδεχομένως ἀνακύψῃ ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 8.

Αἱ ἀρχαὶ τῆς Λαϊκῆς καὶ Ἐπαναστατικῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐξασφαλίζουν εἰς τὰς ἑλληνικὰς μηχανότρατας, αἵτινες, βάσει τῆς παρούσης συμφωνίας, θὰ εἶναι ἐξουσιοδοτημέναι νὰ ἁλιεύουν εἰς τὰ χωρικὰ ὕδατα τῆς Γουινέας, τὴν κανονικὴν καὶ ἄνευ παρεμποδίσεων ἄσκησιν τῆς δραστηριότητός των.

Ἄρθρον 9.

Τὰ μέρη δύνανται νὰ καταγγείλουν τὴν παροῦσαν συμφωνίαν διὰ λόγους ἀνωτέρας βίας μὲ τρίμηνον προειδοποίησιν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, θὰ ἐξετασθῇ ἐὰν τὸ ποσὸν ὅπερ θὰ ἔχῃ διαθέσει ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις, διὰ τὴν ἀγορὰν τῶν μηχανοτρατῶν διὰ λογαριασμὸν τῆς Κυβερρνήσεως τῆς Γουινέας, πλέον τῶν ποσῶν διὰ τὰ ἔξοδα λειτουργίας καὶ τεχνικῆς βοηθείας, εἶναι ἴσον πρὸς τὴν ἀξίαν τῶν εἰς τὰς ἑλληνικὰς μηχανότρατας παραχωρηθεισῶν ἀδειῶν ἁλιείας.

Τὸ τυχὸν ὑπόλοιπον ὑπὲρ τῆς μιᾶς ἢ τῆς ἄλλης πλευρᾶς θὰ κανονισθῇ εἰς τὸ δικαιοῦχον μέρος μετρητοῖς κατὰ τὴν λῆξιν τῆς προρρηθείσης περιόδου προειδοποιήσεως.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύι μετὰ τὴν ἔγκρισίν της, ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν, συμφώνως μὲ τὰς ἀντιστοίχους νομοθεσίας των, τῆς προθεσμίας τῆς ἐν λόγῳ ἐγκρίσεως μὴ δυναμένης νὰ ὑπερβῇ τὰς τριάκοντα ἡμέρας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, τῇ 14 Φεβρουαρίου 1979 εἰς δύο πρωτότυπα, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας:
(ὑπογραφή) ΣΤΑΥΡΟΣ ΤΑΤΑΡΙΔΗΣ)
Ὑφυπουργὸς Γεωργίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς
καὶ Ἐπαναστατικῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας
(ὑπογραφή) LOUIS HOLIE
Ὑπουργὸς Χωροταξίας,
Ἁλιείας καὶ Κτηνοτροφίας

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Χαρακτηριστικὰ τῶν Μηχανοτρατῶν - Ψυγείων.

Ὁλικὸν μῆκος : 30 ἕως 35 μ.
Πλάτος : 7 ἕως 7,5 μ.
Βύθισμα : 3 ἕως 3,5 μ.
Ἰσχὺς κυρίου κινητῆρος : 800 ἕως 1000 CV
Ἡλικία : Καινουργῆ ἢ μεταχειρισμένα (εἰς ἣν περίπτωσιν τὰ σκάφη εἶναι ἤδη μεταχειρισμένα ἡ ἡλικία των δὲν θὰ πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὰ 4 ἔτη).

2. Ἕλληνες τεχνικοὶ ἀναγκαῖοι κατὰ μηχανότραταν.

Πλοίαρχος : 1
Ἀρχιμηχανικός : 1

Ψυκτικός : 1
Λοστρόμος : 1
Α' Ἠλεκτρολόγος : 1

Ἀθῆναι, 14.2.1979

Κύριε Ὑφυπουργέ,

Ἀναφερόμενος εἰς τὴν Συμφωνίαν Συνεργασίας ἐπὶ θεμάτων ἁλιείας, ὑπογραφεῖσαν σήμερον τὴν πρωίαν εἰς Ἀθήνας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς γνωρίσω ὅτι ἡ Συμφωνία αὕτη οὐδεμίαν ἐπίπτωσιν ἔχει ἐπὶ τῶν Συμφωνιῶν ἁλιείας αἵτινες ἔχουν ἤδη συναφθῇ ὑπὸ ἰδιωτῶν ἑλλήνων ἐφοπλιστῶν ἢ τῶν ἑνώσεών των μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γουινέας.

Δεχθῆτε, Κύριε Ὑφυπουργέ, τὴν ἔκφρασιν τῆς μεγίστης μου ἐκτιμήσεως

LOUIS HOLIE
Ὑπουργὸς Χωροταξίας,
Ἁλιείας καὶ Κτηνοτροφίας
τῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας

Κον Σταῦρον Ταταρίδην
Ὑφυπουργὸν Γεωργίας,
Ἀθήνας

Ἄρθρον Δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης συμφωνίας καταρτιζόμενα ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἄρθρου 7 αὐτῆς, Πρωτόκολλα Πρακτικὰ ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς πράξεως τῶν ἁρμοδίων Ὑπουργῶν.

Ἄρθρον Τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΗΣ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ
**ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ**

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
**ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
**Μ. ΕΒΕΡΤ**

ΓΕΩΡΓΙΑΣ
**ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**

*Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.*

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

(2)

## ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1121

*Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Ἀθήνας ὑπογραφείσης τὴν 10ην Αὐγούστου 1978 μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων καὶ τοῦ προσθέτου πρωτοκόλλου αὐτῆς.*

## Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα εἰς Ἀθήνας τὴν 10ην Αὐγούστου 1978 μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας Συμφωνία διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων μετὰ τοῦ προσθέτου πρωτοκόλλου αὐτῆς, τῶν ὁποίων τὰ κείμενα εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχουν ὡς ἀκολούθως :

AGREEMENT

**Between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Kingdom of Norway on the International Carriage of Passengers and Goods by Road.**

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Kingdom of Norway desiring to

facilitate the international carriage of passengers and goods by road between and in transit through their territories, have agreed as follows :

## I. DEFINITIONS

### Article 1

1. The term «vehicle» means a motor vehicle designed :

a) for the transportation of more than eight seated passengers, excluding the driver ;

b) for the transportation of goods, including trailers and semitrailers.

2. The term «carrier» means a person, physical or legal, duly authorised to execute international transport, according to the national regulations of the country where the vehicle is registered.

## II. PASSENGER TRANSPORT

### Article 2

Regular passenger bus services between the two countries need authorization from the competent authorities of both Contracting Parties. Applications for such authorizations shall be submitted and dealt with in accordance with a procedure to be established jointly by these authorities.

### Article 3

Passenger transports other than regular services, which are to be performed by carriers of one Contracting Party with a bus registered in the territory of that Contracting Party to or from the territory of the other Contracting Party, require previous authorization from the competent authority of the latter Contracting Party except if the passengers are being carried :

a) on a round trip beginning and ending in the territory of the Contracting Party where the vehicle is registered, or

b) on a journey starting in the country where the vehicle is registered and ending in the territory of the other Contracting Party, provided that the vehicle returns empty to the Country where it is registered.

## III. GOODS TRANSPORT

### Article 4

Carriers of one Contracting Party, who in accordance with their national legislation have the right to perform transports of goods, may perform such transports, except those specified in article 5, between the territories of the two Contracting Parties and in transit through their territories without any previous authorization.

### Article 5

Carriers of one Contracting Party may not perform transports between the territory of the other Contracting Party and the territory of a third country unless a special authorization has been granted for this purpose by the competent authority of the other Contracting Party.

## IV. OTHER PROVISIONS

### Article 6

Nothing in this Agreement shall be held to permit carriers of one Contracting Party to pick up passengers or goods in the territory of the other Contracting Party for carriage to any other place in that same territory.

### Article 7

If the weight and dimensions of any vehicle intended to be used for transports between the territories of the Contracting Parties exceed what is permitted on the territory of one of the Contracting Parties, a special authorization is needed from the competent authority of that Contracting Party.

### Article 8

Vehicles which are registered in the territory of one of the Contracting Parties and temporarily imported into the territory of the other Contracting Party shall be exempted from the taxes and charges levied on the possession of vehicles in that territory. This exemption shall not apply to tolls, taxes or charges on consumption, or circulation.

### Article 9

1. Spare parts, temporarily imported into the territory of the other Contracting Party for the repair of vehicles performing transport operations within the scope of this Agreement, are exempt from customs duties and all other taxes and charges on import on the basis of a document of temporary importation issued by the customs authorities of entry.

2. Unused spare parts shall be reexported.

3. The replaced parts shall be transported back to the country of registration under customs control.

### Article 10

The appropriate licences referred to in this Agreement must be kept with the vehicle on every journey performed in the territory of the other Contracting Party and on demand be produced to control authorities.

### Article 11

Carriers of each Contracting Party shall, when in the territory of the other Contracting Party, be bound to comply with the laws and regulations concerning road transport and road traffic and hours of work, rest and maximum driving periods which are in force in the territory of the latter Contracting Party.

### Article 12

1. If a carrier of one Contracting Party when in the territory of the other Contracting Party infringes any provision of this Agreement, then the competent authority of the latter may inform the competent authority of the first Contracting Party of the circumstances.

2. In case of any infringement referred to in paragraph (1) of this Article the competent authority of the Contracting Party in whose territory the infringement occurred may request the competent authority of the other Contracting Party.

a) to cummunicate a warning to that carrier, with a notification that any subsequent offence may lead to the with-drawal of the right to enter the territory where the infringement occured for such period as may be specified ; or

b) to notify the carrier of such withdrawal.

3. The competent authority receiving any such request shall as soon as reasonably practicable inform the competent authority of the other Contracting Party of the measures taken accordingly.

Article 13

The competent authorities of the Contracting Parties shall keep in direct contact with each other regarding any questions arising from the application of this Agreement.

Article 14

Matters not covered by the provisions of this Agreement or by the provisions of International conventions to which the two Countries are parties, shall be governed by the provisions of the national legislation of either Contracting Party.

Article 15

This Agreement shall be approved in accordance with the constitutional requirements of each Contracting Party and enter into force on the day when the Contracting Parties inform each other through diplomatic channels that such approval has been obtained. This Agreement shall remain in force unless it is terminated by either Contracting Party giving six months notice thereof to the other Contracting Party.

Done in duplicate in Athens, this 10th day of August 1978 in the English language.

| For the Government of the Hellenic Republic | For the Government of the Kingdom of Norway |
|---|---|

ADDITIONAL PROTOCOL

To the Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Governement of the Kingdom of Norway on the International Carriage of Passengers and Goods by Road.

1. For the purpose of this Agreement the competent authorities are for the Norwegian side

a) according to Articles 2, 3, 5, 12 and 13
Samferdselsdepartementet
Dep., Oslo 1
Norway
Telephone 11 90 90

b) according to Article 7
Verdirektoratet
Boks 8109 Dep.
Oslo 1
Norway

For the Greek side
Ministry of Communications, General Directorate of Transport
13, Xenophontos Street
Athens

2. In relation to Article 8 the Contracting Parties agreed that

a) the term «taxes or charges on consumption» shall include, with regard to Norway, the kilometre tax (KILOMETERAVGIFT),

b) the term «taxes on circulation» shall include, with regard to Greece, the circulation tax (TELI KYKLOFORIAS KAI STATHMEFSEOS).

3. With reference to Article 15 of the Agreement, the Contracting Parties agreed that the provisions of the Agreement shall be applied temporarily from the day of signature until the day when the Agreement enters into force.

Done in duplicate in Athens, this 10th day of August 1978 in English language.

| For the Government of the Hellenic Republic | For the Government of the Kingdom of Norway |
|---|---|

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας διὰ τὴν Διεθνῆ Μεταφορὰ Ταξειδιωτῶν καὶ Ἐμπορευμάτων Ὁδικῶς.

Ἡ Κυβέρνηση τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας, ἀποσκοποῦσαι εἰς τὴν διευκόλυνσιν τῆς διεθνοῦς μεταφορᾶς ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ τράνζιτ διὰ τῶν ἐδαφῶν των, συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

I. ΟΡΙΣΜΟΙ

Ἄρθρον 1.

1. Ὁ ὅρος «ὄχημα» σημαίνει αὐτοκίνητον προοριζόμενον διά :

α) Τὴν μεταφορὰν περισσοτέρων τῶν ὀκτὼ καθημένων ἀτόμων, μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὁδηγοῦ.

β) Τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ρυμουλκουμένων καὶ ἡμιρυμουλκουμένων ὀχημάτων.

2. Ὁ ὅρος «μεταφορεύς» σημαίνει πρόσωπον, φυσικὸν ἢ νομικόν, νομίμως ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἐκτελῇ διεθνεῖς μεταφορὰς συμφώνως πρὸς τοὺς ἐθνικοὺς κανονισμοὺς τῆς χώρας, εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι ἀπογεγραμμένον τὸ ὄχημα.

II. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΤΑΞΕΙΔΙΩΤΩΝ

Ἄρθρον 2.

Διὰ τὰς τακτικὰς διὰ λεωφορείων ὑπηρεσίας ταξειδιωτῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἀπαιτεῖται ἄδεια τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ἀμφοτέρων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Αἰτήσεις διὰ τὰς ἐν λόγῳ ἄδειας θὰ ὑποβάλλωνται καὶ θὰ ἐξετάζωνται κατὰ διαδικασίαν καθοριζομένην ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τῶν ἀρχῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 3.

Διὰ μεταφορὰς ταξειδιωτῶν ἄλλας ἐκτὸς τῶν τακτικῶν ὑπηρεσιῶν, πραγματοποιουμένας ὑπὸ μεταφορέων ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους διὰ λεωφορείου ἀπογεγραμμένου εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους πρὸς ἢ ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπαιτεῖται προηγουμένη ἄδεια τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου τούτου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν οἱ ταξειδιῶται μεταφέρονται :

α) Διὰ ταξείδιον ἀρχόμενον καὶ λῆγον εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ὅπου τὸ ὄχημα εἶναι ἀπογεγραμμένον ἢ

β) Διὰ ταξείδιον ἀρχόμενον εἰς τὴν χώραν ὅπου τὸ ὄχημα εἶναι ἀπογεγραμμένον καὶ λῆγον εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ὄχημα θὰ ἐπιστρέψῃ κενὸν εἰς τὴν χώραν, εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι ἀπογεγραμμένον.

III. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΑΓΑΘΩΝ

Ἄρθρον 4.

Μεταφορεῖς τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, οἵτινες συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας των ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ἀγαθῶν, δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν, τοιαύτας μεταφορὰς ἐκτὸς τῶν ὁριζομένων εἰς τὸ ἄρθρον 5 μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ τράνζιτ διὰ μέσου τῶν ἐδαφῶν των, ἄνευ προηγουμένης ἀδείας.

Ἄρθρον 5.

Μεταφορεῖς τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς μεταξὺ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τοῦ ἐδάφους τρίτης χώρας ἐκτὸς ἐὰν εἰδικὴ ἄδεια ἔχει χορηγηθῇ διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου τούτου Συμβαλλομένου Μέρους.

## IV. ΛΟΙΠΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 6.

Οὐδὲν ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς ἐπιτρέπον εἰς τοὺς μεταφορεῖς τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους νὰ παραλαμβάνουν ἐπιβάτας ἢ ἀγαθὰ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ μεταφορὰν εἰς οἱονδήποτε ἄλλον τόπον ἐντὸς τοῦ ἰδίου τούτου ἐδάφους.

Ἄρθρον 7.

Ἐὰν τὸ βάρος καὶ αἱ διαστάσεις οἱουδήποτε ὀχήματος προοριζομένου νὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ μεταφορὰς μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑπερβαίνει τὰ ἐπιτρεπόμενα εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπαιτεῖται εἰδικὴ ἄδεια τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον 8.

Ὀχήματα τὰ ὁποῖα εἶναι ἀπογεγραμμένα εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ προσωρινῶς εἰσαγόμενα εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῆς κατοχῆς ὀχημάτων εἰς τὸ ἔδαφος τοῦτο. Ἡ ἀπαλλαγὴ αὕτη δὲν ἰσχύει διὰ διόδια, φόρους ἢ τέλη ἐπὶ καταναλώσεως ἢ κυκλοφορίας.

Ἄρθρον 9.

1. Ἐξαρτήματα, προσωρινῶς εἰσαχθέντα ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὴν ἐπισκευὴν ὀχημάτων πραγματοποιούντων μεταφορὰς κατὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀπαλλάσσονται τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ὅλων τῶν λοιπῶν φόρων καὶ τελῶν, ἐπὶ τῇ βάσει ἐγγράφου προσωρινῆς εἰσαγωγῆς, ἐκδιδομένου ὑπὸ τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν εἰσόδου.

2. Μὴ χρησιμοποιηθέντα ἐξαρτήματα ἐπανεξάγονται.

3. Τὰ ἀντικατασταθέντα ἐξαρτήματα δέον νὰ μεταφέρωνται εἰς τὴν χώραν ἀπογραφῆς ὑπὸ τελωνειακὸν ἔλεγχον.

Ἄρθρον 10.

Αἱ ἄδειαι αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν πρέπει νὰ εὑρίσκωνται ἐντὸς τοῦ ὀχήματος εἰς ἑκάστην διαδρομὴν πραγματοποιουμένην ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ νὰ δεικνύωνται εἰς ἑκάστην ζήτησιν τῶν ἀρχῶν ἐλέγχου.

Ἄρθρον 11.

Μεταφορεῖς ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὅταν εὑρίσκονται εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὀφείλουν νὰ συμμορφώνωνται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς καὶ τὴν ὁδικὴν κυκλοφορίαν ὡς καὶ εἰς τὰς ὥρας ἐργασίας, ἀναπαύσεως καὶ μεγίστης χρονικῆς διαρκείας ὁδηγήσεως οἱ ὁποῖοι ἰσχύουν εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 12.

1. Ἐὰν μεταφορεὺς ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους εὑρίσκεται ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ παραβῇ οἱανδήποτε τῆς παρούσης Συμφωνίας διάταξιν, τότε ἡ ἁρμόδια ἀρχὴ τοῦ ἑτέρου τούτου Συμβαλλομένου Μέρους δύναται νὰ ἐνημερώσῃ τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὰ γεγονότα.

2. Εἰς περίπτωσιν παραβάσεως ἀναφερομένης εἰς τὴν παράγραφον (1) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐντός, τῆς ἐπικρατείας τοῦ ὁποίου ἐγένετο ἡ παράβασις δύναται νὰ ζητήσῃ ἀπὸ τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους :

α) Νὰ κοινοποιήσῃ εἰδοποίησιν εἰς τὸν μεταφορέα μὲ τὴν προειδοποίησιν ὅτι εἰς ἑπομένην παράβασιν θὰ στερηθῇ τοῦ δικαιώματος εἰσόδου εἰς τὴν ἐπικράτειαν, ἐντὸς τῆς ὁποίας ἐγένετο ἡ παράβασις, ἐπὶ ὡρισμένην χρονικὴν περίοδον ἢ

β) Νὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὸν μεταφορέα τὴν ἐν λόγῳ στέρησιν.

3. Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ λαμβάνουσα τοιαύτην αἴτησιν δέον νὰ ἐνημερώσῃ τὸ ταχύτερον δυνατὸν τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὰ ληφθέντα μέτρα.

Ἄρθρον 13.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων θὰ διατηροῦν ἄμεσον ἐπαφὴν μεταξὺ των σχετικῶς μὲ οἱαδήποτε προβλήματα προκύπτοντα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 14.

Θέματα μὴ καλυπτόμενα ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ ὑπὸ τῶν διατάξεων Διεθνῶν Συμβάσεων εἰς τὰς ὁποίας συμμετέχουν αἱ δύο Χῶραι, θὰ διέπωνται ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 15.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία δέον νὰ ἐγκριθῇ συμφώνως πρὸς τὰς συνταγματικὰς ἀπαιτήσεις ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ τεθῇ δὲ ἐν ἰσχύι τὴν ἡμέραν κατὰ τὴν ὁποίαν τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ πληροφορήσουν τὸ ἓν τὸ ἕτερον διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ὅτι συνεπληρώθησαν αἱ ἀπαιτούμεναι συνταγματικαὶ διατυπώσεις. Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι, ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ ὑφ' ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, μὲ εἰδοποίησιν, δίδουσαν προθεσμίαν ἓξ μηνῶν πρὸς τοῦτο εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν εἰς Ἀθήνας, τὴν 10ην Αὐγούστου 1978 εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

Ὑπογραφὴ διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
Ὑπογραφὴ διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας.

## ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας διὰ τὴν Διεθνῆ Μεταφορὰν Ταξειδιωτῶν καὶ Ἀγαθῶν Ὁδικῶς.

1. Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ εἶναι ἀπὸ Νορβηγικῆς πλευρᾶς :

α) Βάσει τῶν Ἄρθρων 2,3,5,12 καὶ 13.
SAMFERDSELSDEPARTEMENTET
Dep., Oslo 1
Νορβηγία
Τηλέφωνον 11 90 90

β) Βάσει τοῦ Ἄρθρου 7.
VEGDIRECTORATET
Boks 8109
Dep., Oslo 1
Νορβηγία
Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν πλευράν.
Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν
Γενικὴ Διεύθυνσις Μεταφορῶν
Ὁδὸς Ξενοφῶντος 13
Ἀθῆναι.

2. Ἐν σχέσει μὲ τὸ Ἄρθρον 8 τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν ὅτι :

α) Ὁ ὅρος «φόροι ἢ τέλη ἐπὶ καταναλώσεως» θὰ περιλαμβάνη, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν Νορβηγίαν, τὸ χιλιομετρικὸ φόρον (Kilometeravgift).

β) Ὁ ὅρος «φόροι ἐπὶ τῆς κυκλοφορίας» θὰ περιλαμβάνη, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν Ἑλλάδα, τὸν φόρον κυκλοφορίας (Τέλη Κυκλοφορίας καὶ Σταθμεύσεως).

3. Σχετικῶς μὲ τὸ Ἄρθρον 15 τῆς παρούσης Συμφωνίας τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν ὅτι αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας θὰ ἰσχύσουν προσωρινῶς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς ἕως τῆς ἡμέρας θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς Συμφωνίας.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν εἰς Ἀθήνας, σήμερον τὴν 10ην Αὐγούστου 1978, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

| Ὑπογραφὴ διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας | Ὑπογραφὴ διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας |
|---|---|

Ἄρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

| ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ | ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ |
|---|---|
| **ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ** | **ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ** |

*Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.*

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ